



# Assemblée générale

Distr. limitée  
30 juin 2023  
Français  
Original : anglais

Soixante-dix-septième session

**Cinquième Commission**

Point 151 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

**Projet de résolution déposé par le Président de la Commission à l'issue  
de consultations**

## **Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions [45/258](#) du 3 mai 1991, [47/218 A](#) du 23 décembre 1992, [48/226 A](#) du 23 décembre 1993, [48/226 C](#) du 29 juillet 1994, [49/250](#) du 20 juillet 1995, [50/221 B](#) du 7 juin 1996, la section I de sa résolution [55/238](#) du 23 décembre 2000, ses résolutions [55/271](#) du 14 juin 2001, [56/241](#) du 24 décembre 2001, [56/293](#) du 27 juin 2002, [57/318](#) du 18 juin 2003, [58/298](#) du 18 juin 2004, [59/301](#) du 22 juin 2005, [60/268](#) du 30 juin 2006, [61/279](#) du 29 juin 2007, [62/250](#) du 20 juin 2008, [63/287](#) du 30 juin 2009, [64/271](#) du 24 juin 2010, [65/290](#) du 30 juin 2011, [66/265](#) du 21 juin 2012, [67/287](#) du 28 juin 2013, [68/283](#) du 30 juin 2014, [69/308](#) du 25 juin 2015, [70/287](#) du 17 juin 2016, [71/295](#) du 30 juin 2017, [72/288](#) du 5 juillet 2018, [73/308](#) du 3 juillet 2019, [74/280](#) du 30 juin 2020, [75/293](#) du 30 juin 2021 et [76/279](#) du 29 juin 2022 et ses autres résolutions pertinentes, ainsi que ses décisions 49/469 du 23 décembre 1994, 50/473 du 23 décembre 1995, 72/558 du 5 juillet 2018, 73/555 du 3 juillet 2019 et 74/571 du 3 septembre 2020,

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022<sup>1</sup> et sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024<sup>2</sup>, le rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024<sup>3</sup> et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>4</sup>,

<sup>1</sup> [A/77/631](#).

<sup>2</sup> [A/77/771](#).

<sup>3</sup> [A/77/763](#).

<sup>4</sup> [A/77/833](#).



*Jugeant* qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies puisse réagir rapidement et déployer promptement une opération de maintien de la paix quand le Conseil de sécurité adopte une résolution à cet effet, soit dans un délai de 30 jours pour les opérations classiques et de 90 jours pour les opérations complexes,

*Jugeant également* qu'il importe d'assurer des services d'appui adéquats durant toutes les phases des opérations de maintien de la paix, y compris les phases de liquidation et de clôture,

*Consciente* que le montant inscrit au compte d'appui doit être *grosso modo* proportionnel aux mandats, au nombre, à la taille et à la complexité des missions de maintien de la paix,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 et du rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 ;

2. *Réaffirme* qu'il lui incombe d'analyser en profondeur et d'approuver les ressources humaines et financières et les politiques s'y rapportant pour assurer l'exécution efficace et économique de la totalité des activités et des programmes prescrits et l'application des politiques adoptées en la matière ;

3. *Réaffirme également* que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions qui est chargée des questions administratives et budgétaires ;

4. *Réaffirme* les dispositions de l'article 153 de son règlement intérieur ;

5. *Réaffirme* que le compte d'appui sert exclusivement à financer les ressources humaines et matérielles dont les services du Siège ont besoin pour appuyer les opérations de maintien de la paix et que cette règle ne saurait être modifiée sans son accord préalable ;

6. *Réaffirme également* que les services d'appui aux opérations de maintien de la paix doivent être convenablement financés et que les montants demandés à ce titre doivent être pleinement justifiés dans les projets de budget du compte d'appui ;

7. *Réaffirme en outre* qu'il faut que les opérations de maintien de la paix soient administrées et leurs finances gérées de manière efficace et rationnelle et demande instamment au Secrétaire général de continuer à chercher des moyens d'administrer le compte d'appui de façon plus productive et plus rationnelle ;

8. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les dispositions de ses résolutions [59/296](#) du 22 juin 2005, [60/266](#) du 30 juin 2006, [61/276](#) du 29 juin 2007, [64/269](#) du 24 juin 2010, [65/289](#) du 30 juin 2011, [66/264](#) du 21 juin 2012, [69/307](#) du 25 juin 2015, [70/286](#) du 17 juin 2016 et [76/274](#) du 29 juin 2022 et de ses autres résolutions pertinentes soient appliquées intégralement ;

9. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il y soit pleinement donné suite ;

10. *Décide* de maintenir, pour l'exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, le mécanisme de financement du compte d'appui utilisé pour l'exercice en cours, allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, qu'elle a approuvé au paragraphe 3 de sa résolution [50/221 B](#) ;

**Exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022**

11. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022 ;

**Prévisions budgétaires pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024**

12. *Approuve* l'inscription au compte d'appui, pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, d'un montant de 387 808 200 dollars des États-Unis, dont 17 659 500 dollars pour le progiciel de gestion intégré, 518 400 dollars pour les indemnités de décès ou d'invalidité portant sur des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé, 868 500 dollars pour le dispositif de rationalisation de la prestation de services de gestion (précédemment appelé projet de dispositif de prestation de services centralisée), 3 326 800 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix, 20 875 400 dollars pour les frais de maintenance et d'assistance technique d'Umoja et 12 855 200 dollars pour l'assurance maladie après la cessation de service, montant qui couvrira 1 362 postes existants et 1 nouveau poste temporaire, compte tenu de transferts, réaffectations et reclassements divers, de même que 71 emplois de temporaire existants et 5 nouveaux emplois et 51,5 mois-personne, ainsi que les dépenses connexes afférentes aux postes et aux autres objets de dépense ;

**Modalités de financement des montants inscrits au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les exercices allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022 et du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024**

13. *Décide* que les montants inscrits au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 seront financés comme suit :

a) le montant du solde inutilisé de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022, soit 3 009 300 dollars, sera déduit de celui des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 ;

b) un montant total de 1 675 900 dollars correspondant à des produits accessoires (25 500 dollars) et à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 765 000 dollars), déduction faite des pertes liées aux placements (114 600 dollars), afférent à l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022, sera déduit des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 ;

c) le solde de 383 123 000 dollars sera réparti au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 ;

d) le montant estimatif net des recettes provenant des contributions du personnel, soit 30 015 400 dollars, qui représente le montant de 29 054 400 dollars relatif à l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024 augmenté du montant de 961 000 dollars correspondant à l'écart positif constaté pour l'exercice clos le 30 juin 2022, sera déduit du solde visé à l'alinéa c) ci-dessus, devant être réparti au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours.